

Une sainte trinité : l'Armée...

A travers tous les bouleversements des dernières années, la bourgeoisie a réussi à maintenir quasi intacts les éléments essentiels de son pouvoir d'Etat : la bureaucratie étatique, l'appareil de répression, les cadres supérieurs de l'armée. La grande majorité de ces éléments sont en service depuis deux décades. Dans la mesure où ils ne sont pas franchement fascistes, ce sont des monarchistes solides, fermement attachés à la « tradition » de la Maison de Savoie. La République du Montecitorio est une République de monarchistes, dont le gouvernement actuel n'a pu d'ailleurs passer le cap de mainte interpellation parlementaire que grâce au soutien des voix monarchistes.

Le parallèle historique qui se présente en face de cette situation est, bien entendu, celui de la République de Weimar, où un écrivain communiste a pu dire que « l'empereur partit, mais les généraux restèrent ». Comme dans la République de Weimar, l'armée et l'appareil de répression constituent aujourd'hui le seul élément d'ordre dans lequel la bourgeoisie a confiance devant le chaos et la corruption de plus en plus accentués de la vie parlementaire. Il y a un élément de bon parti indéniable dans le régime de Gasperi, qui ne dispose pas d'une véritable majorité parlementaire, qui vit parlementairement de l'impossibilité d'une alliance des monarchistes et des néo-fascistes avec les communistes pour le renverser, et qui s'appuie sur l'appareil d'Etat pour en imposer au pays.

Ce parallèle avec la République de Weimar prend un caractère spécial quand on se rend compte, cependant, que la Reichswehr représentait en Allemagne non seulement la tradition mili-

taire prussienne, somme toute réelle, mais aussi le lieu géométrique des intérêts de multiples couches de junkers, de capitalistes et de petits-bourgeois. L'armée italienne non seulement ne peut s'appuyer sur aucune « tradition » véritable — sinon une tradition de dérives constantes — mais elle est considérée, à juste titre, par de larges couches de la population comme un *anachronisme grotesque*, son seul apport à l'étude des problèmes militaires d'après guerre étant une proposition de changement d'uniformes.

Aussi faut-il comprendre que c'est à dessein que la bourgeoisie s'efforce, dans la mesure du possible, de créer artificiellement une atmosphère de chauvinisme revanchard et de nationalisme militariste — tâche pour laquelle les chefs staliniens et maximalistes lui ont rendu de fiers services — pour que le « symbole de l'armée » prenne un relief nouveau dans la conscience de la population. Il s'agit là de la préparation morale intelligente de la *guerre civile* de la part des classes dirigeantes. Malheur au prolétariat s'il méconnaît ces signes ! Les plumes des bersaglieri sont peut-être grotesques à l'époque de la bombe atomique ; mais derrière ces plumes se trouvent rassemblés les ennemis de classe les plus implacables du prolétariat, ceux qui brûlent d'impatience d'effacer « la honte » d'avril 1945. C'est pour cette raison, et pour cette raison seule, que la bourgeoisie investit annuellement 155 milliards de ses livres dévaluées dans l'armée, soit la moitié des ressources de son Etat, et c'est pour cette raison que le prolétariat a le devoir de combattre dès maintenant politiquement cet adversaire n° 1, et de préparer son écrasement pour demain.

...l'Eglise...

En dehors du parlement, de Gasperi ne s'appuie cependant pas seulement sur l'appareil de répression ; son atout principal, c'est l'Eglise catholique et le clergé romain. Si nous avons parlé d'éléments de bonapartisme dans le régime actuel, il serait plus correct de parler d'éléments de *bonapartisme clérical* et de tracer le parallèle avec le régime de Mgr Seipel dans les années 20 en Autriche. La puissance énorme du clergé romain et sa place prépondérante dans la vie politique, sociale et même économique italienne ne pouvaient être exagérées. Avec les dons affluant du monde entier et les revenus d'une immense fortune en terres et en biens mobiliers, l'Eglise catholique constitue aujourd'hui le seul trust réellement solvable en Italie. La vaste armée des curés de campagne et des propagandistes de l'« Action catholique » constitue une machine électorale plus solide que celle de Tammany Hall. Grâce à la puissante influence de l'Eglise italienne, la bourgeoisie

sera capable de mobiliser contre le prolétariat révolutionnaire non seulement le feu des canons, mais encore la menace des foudres célestes. Devant la mentalité présente de millions d'Italiens et d'Italiennes, la crainte de l'enfer et de l'excommunication constituent un barrage plus puissant contre le communisme que la bombe atomique.

Mais les travailleurs affamés ne peuvent pas se nourrir indéfiniment de prières et de bénédictions. L'exacerbation des contradictions sociales est à la longue une force plus puissante pour mouler les esprits que tous les préjugés et toutes les superstitions religieuses. Le clergé romain et la sombre intelligence qui le dirige du Vatican se rendent parfaitement compte des dangers de guerre civile, et désirent avant tout éviter une répétition des événements d'Espagne, où le clergé eut à essayer les sursauts d'indignation et de haine sociale des masses. C'est pourquoi les efforts de l'Eglise tendent à avoir un pied dans chaque camp. Le clergé s'ef-

force de pénétrer toutes les classes de la société, en premier lieu le prolétariat des villes et des campagnes. La démagogie « progressiste » des petits curés de campagne et des dirigeants syndicalistes de la « démocratie chrétienne » ; les efforts des dirigeants de la jeunesse chrétienne et des multiples organisations populaires patronnées directement ou indirectement par le clergé ou le parti démocrate-chrétien tendent à consolider des bastions catholiques dans le camp des exploités, alors que les de Gasperi et le haut clergé gagnent la confiance totale des classes possédantes. Ce jeu de division de travail n'a pour

but que de diviser et de paralyser ainsi le front de classe du prolétariat. Il a été grandement facilité par la politique criminelle des dirigeants staliniens et réformistes qui, loin de faire comprendre aux ouvriers catholiques qu'un abîme social sépare les partis se réclamant de la classe ouvrière du parti démocrate-chrétien, ont travaillé, tant par leur politique pratique que par leur propagande de « main tendue », à effacer systématiquement les lignes de démarcation entre ces partis et ont ainsi renforcé les ouvriers catholiques dans l'idée que leur parti a autant de droit que les autres de s'appeler « parti ouvrier ».

...et le Grand Capital

Cette sainte alliance du sabre et du goupillon est consacrée, comme il se doit, par la bénédiction du Grand Capital. Portant nettement des traits de bonapartisme clérical, le gouvernement de Gasperi est avant tout le gouvernement de la haute bourgeoisie. Jamais les capitalistes italiens n'avaient géré aussi directement les affaires de leur pays que sous le régime actuel. Les trois quarts des ministres présents sont des agents d'exécution des principaux trusts italiens. Les travailleurs trouvent aujourd'hui en face d'eux littéralement le « conseil d'administration de la bourgeoisie ».

Comme toute classe décadente qui jouit une dernière fois pleinement du pouvoir, la bourgeoisie italienne a jeté bas tout masque de respectabilité et

montre au peuple indigné son véritable visage répugnant. De tous les pays d'Europe, l'Italie est aujourd'hui le paradis de la spéculation, du détournement des fonds d'Etat, de la corruption à grande échelle. Les plus hauts fonctionnaires y vendent au plus offrant des monopoles d'Etat, des licences d'importation, des stocks de matières premières. Aucune figure publique que l'opinion n'accuse de quelque scandale retentissant. La bourgeoisie agit comme si elle voulait dissiper dans une dernière ivresse de jouissance l'ensemble de ses privilèges sociaux parce qu'elle se sait condamnée. La pourriture des classes dominantes et de ses agents pénètre comme un poison virulent l'ensemble de l'organisme social. C'est là un signe dont personne ne doit ignorer la gravité.

La réaction se regroupe

A l'étape présente — la bourgeoisie le sait fort bien — le régime de Gasperi apparaît comme un interlude vers une solution plus « stable », de droite ou de gauche. Il constitue cependant en même temps la forme extrême de gouvernement que le peuple tolère en grinçant des dents. Un pas de plus vers la droite déclencherait à coup sûr des réactions violentes et incontrôlables de la part des travailleurs. La bourgeoisie ne désire donc nullement accentuer pour le moment l'évolution à droite du pays ; elle s'efforce plutôt de consolider le régime actuel en élargissant la coalition vers la gauche, c'est-à-dire vers le P.S.L.I. Elle ne désire nullement une guerre civile, non seulement parce qu'elle se sent peu sûre de son résultat, mais aussi parce qu'après les années « maigres » de défaite et de stagnation économique, elle attend maintenant avant tout quelques « années grasses » de bénéfices paisibles et de tranquille exploitation des masses. Mais les bouleversements sociaux et politiques provoqués par la crise de structure du capitalisme italien conduisent à une polarisation des forces sociales qui entraîne la bourgeoisie, en partie consentante, en partie contre son gré, sur la voie d'une conflagration intérieure. Cette orientation générale des événements se laisse étudier le plus net-

tement dans le regroupement de la réaction et dans le rôle de l'armement militaire de toutes les formations politiques. Au lendemain de l'insurrection partisane, les forces les plus réactionnaires du pays se retirèrent prudemment à l'arrière-plan, ou bien recherchèrent un refuge dans les organisations « antifascistes » modérées. La petite bourgeoisie allait vers la gauche : les fascistes et les semi-fascistes s'effacèrent. Six mois d'inaction ouvrière, d'acceptation de tous les compromis pourris par les dirigeants staliniens et maximalistes, d'incapacité de leur part à donner une solution aux problèmes préoccupant les classes moyennes provoquèrent un glissement vers la droite dans l'orientation de la petite bourgeoisie. L'absence de solution « révolutionnaire de gauche » amena les éléments les plus dynamiques et les plus mécontents à rechercher de nouveau des solutions « révolutionnaires de droite ».

Mais les souvenirs encore trop frais de la dictature mussolinienne ne permirent pas, pendant cette première étape, un regroupement légal dans des organisations néo-fascistes. Il fallait à la réaction, pour se regrouper et attirer une partie des classes moyennes, un mouvement antiouvrier et anticommu-